



AVIS DE SOLICITATION A MANIFESTATION D'INTÉRÊT **095**

N° 095 /ASMI/MINTP/SG/DCT/C40/CEA2/IE2/RA/2023 DU 22 NOV 2023,
POUR LA PREQUALIFICATION DES ENTREPRISES ET/OU GROUPEMENTS D'ENTREPRISES EN
VUE DE L'IMPLEMENTATION DE LA TECHNIQUE DE « STABILISATION DES ROUTES EN
TERRE », AVEC LE CONCOURS DU PRODUIT INNOVANT ROADPACKER.

I- CONTEXTE

Le réseau routier du Cameroun est constitué d'un linéaire global d'environ 121 873 km, dont 92% (111 988km) de routes en terre qui se dégradent rapidement sous les effets conjugués du trafic et des éléments naturels, d'où la problématique de leur durabilité. Malgré les ressources allouées annuellement pour faire face aux besoins d'entretien de ces routes en terre, le réseau correspondant demeure en mauvais état.

Afin d'accroître la performance dudit réseau tout en gardant les meilleurs rapports Qualité-Coût, le gouvernement entend implémenter sa nouvelle stratégie d'entretien durable des routes en terre. Ladite stratégie recommande (entre autres) le recours aux techniques et technologies innovantes d'entretien des routes appelant la mise en œuvre des produits innovants.

Dans cette perspective, le Ministre des Travaux Publics envisage constituer une liste restreinte des entreprises ou groupements d'entreprises du secteur des BTP, à l'effet d'implémenter la technique innovante de stabilisation des sols avec le concours du produit RoadPacker/INNOV-ST, dans le cadre des chantiers école d'entretien des routes en terre.

II- OBJET DE L'AVIS DE SOLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET (ASMI)

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt a pour objet la pré-qualification des entreprises ou groupements d'entreprises du secteur des BTP devant participer à l'Appel d'Offres Restreint en vue de l'implémentation de la technique envisagée.

III- CONSISTANCE DES TRAVAUX

Globalement, les travaux à réaliser comportent :

- installation de chantier ;
- débroussaillage et nettoyage de l'emprise ;
- déforestation ;
- abattage des arbres ;
- curage des ouvrages transversaux existants;
- curage des fossés et exutoires ;
- construction des ouvrages de drainage (dalots) avec têtes et, d'assainissement (fossés) ;
- construction des ouvrages d'art ;
- remblais latéritiques (si nécessaires pour rattraper la ligne rouge) ;
- renforcement de la chaussées en place par stabilisation aux produit innovants ;
- construction des barrières de pluies.

IV- PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation à cette Sollicitation de Manifestation d'Intérêt est ouverte à toutes les entreprises ou groupements d'entreprises installés au Cameroun, justifiant des capacités administratives, techniques et financières requises, notamment :

- o avoir une expérience avérée d'au moins dix (10) ans dans les travaux d'entretien et de réhabilitation des routes en terre;

- disposer du matériel et du personnel appropriés pour les travaux à réaliser ;
- présenter une capacité financière supérieure ou égale à 100 millions FCFA permettant de pré financer une partie desdits travaux.

Les entreprises étrangères devront constituer des groupements avec les entreprises nationales, à condition que ces dernières soient mandataires.

V - DOSSIER DE CANDIDATURE

Les soumissionnaires souhaitant manifester leur intérêt à réaliser les travaux décrits au point III ci-dessus, devront fournir les pièces ci-après présentées en deux (02) volumes :

a) Volume 1 : pièces administratives

Le « Volume 1 » comprendra les pièces administratives suivantes :

- l'attestation de non-redevance au régime réel ;
- l'attestation d'immatriculation ;
- l'attestation de non-faillite délivrée par le Tribunal de Grande Instance du lieu de résidence du soumissionnaire (original) ;
- l'original de l'attestation de non-exclusion des Marchés Publics délivrée par l'autorité compétente ;
- déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le Ministère des Marchés Publics (en cas de groupement chaque membre fournira ladite déclaration) ;
- une attestation de capacité de financement ou une ligne de crédit d'au moins 100 000 000 F CFA, délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances ou par une commission bancaire reconnue;

NB : Toute attestation assortie de la mention « sans caution de notre part » ou « délivrée sans garantie de notre part » ou « sans engagement de notre part » ou des termes similaires, ne cadre pas avec l'esprit de l'attestation attendue dans l'Appel d'offres référence et, par conséquent, éliminatoire au sens des stipulations du critère éliminatoire

- l'accord de groupement éventuellement (signé entre le membres du groupement) ;
- lettre de pouvoirs en cas de groupement ;

« Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois. La date limite de validité des pièces administratives ci-dessus doit être postérieure à celle de lancement de l'ASMI conformément à l'article 90.3 du Décret 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics. En cas de groupement d'entreprises, chaque membre du groupement produira chacune des pièces administratives énumérées ci-dessus à l'exception des pièces citées aux trois derniers tirets »

NB : L'absence ou la non-validité de l'une des pièces ci-dessus citées entraînera l'élimination du candidat.

b) Volume 2 : dossier technique

Le dossier technique devra comprendre les pièces suivantes :

➤ La liste des experts-clés

Le candidat fournira la liste de son personnel-clé qu'il compte mobiliser pour les travaux, à savoir :

N°	Profils/Formations	Expérience et références
1	Conducteur des Travaux	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation de base : Ingénieur en Génie Civil, niveau BAC+3 ou équivalent, conforme à la formation demandée et inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC). ▪ Expérience générale en BTP : au moins douze (12) ans. <p>Expérience spécifique : avoir été au cours des dix dernières années, conducteur des Travaux ou Ingénieur routier (terrassements/chaussées) pour des travaux, d'au moins deux (02) projets d'entretien ou de réhabilitation ou de construction de routes en terres achevés, dont au moins un intègre la mise en œuvre de stabilisant chimique (ciment, chaux, etc...).</p>

2	01 Expert géotechnicien responsable du laboratoire de chantier	<p>Formation de base : Technicien Supérieur du Génie Civil (Bac +2) ou plus (> BAC+2 ou équivalent, ou diplômé de formation universitaire, spécialisé en géologie, géotechnique ou science de la terre).</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Expérience générale en BTP : au moins dix (10) ans dans les prestations géotechniques en BTP. ▪ Expérience spécifique : avoir été Technicien Supérieur géotechnique ou responsable de laboratoire géotechnique pour des travaux d'au moins deux (02) projets d'entretien ou de réhabilitation ou de construction de routes.
3	01 Chef de Chantier Ouvrage d'Art/ouvrages d'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation de base : Ingénieur en Génie Civil (Bac +3 ou équivalent, conforme à la formation demandée). ▪ Expérience générale en BTP : au moins dix (10) ans. ▪ Expérience spécifique : avoir été Ingénieur Ouvrage d'Art dans au moins deux (02) projets d'entretien ou de réhabilitation ou de construction de routes.
4	01 Responsable topographie	<p>Formation de base : au moins niveau Technicien Supérieur de Topographie-Cadastre ou équivalent (BAC+2 ou conforme à la formation demandée)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Expérience générale en BTP : au moins huit (08) ans. ▪ Expérience spécifique : avoir été responsable Topographe d'au moins deux (02) projets d'entretien ou de réhabilitation ou de construction de routes.

Il est rappelé que les fonctionnaires en service ne sont pas éligibles. Ainsi, toute offre comportant le CV d'un fonctionnaire sera rejetée.

Pour tout le personnel suscité, le candidat fournira les pièces suivantes datées de moins de trois (03) mois :

- un curriculum vitae (CV) daté et signé par le concerné ;
- une copie certifiée conforme du diplôme le plus élevé ;
- une attestation d'inscription à l'ONIGC pour les ingénieurs de génie civil.

NB : La non-production de l'une de ces pièces entraînera, pour le personnel concerné, la note zéro (0).

➤ Moyen matériel

L'entreprise ou le groupement d'entreprises donnera avec justificatifs, la liste des moyens techniques et matériels à mettre en place conformément au tableau ci-après :

N°	Désignation	Minimum requis
Matériel en propre		
1.	Camion-citerne à eau d'au moins 16m3 (avec arrosage sur pression)	01
2.	Tracteur à disque	01
3.	Compacteur vibrant à bille d'au moins 12 tonnes	01
4.	Ripper ou Niveleuse équipé d'un scarificateur (illustration photo nécessaire)	01
Matériel en propre ou en location		
1.	Camions bennes	05
2.	Pelle chargeuse	01
3.	Tractopelle	01
4.	Bulldozer	01
5.	Compacteur à pneu	01
6.	Compacteur manuel	01
7.	Pelle excavatrice sur chenilles	01
8.	Bétonnière >= 500 litres	01
9.	Motopompe	01
10.	Compresseur	01
11.	Groupe électrogène, Puis.≥150 kva	01
12.	Matériel de laboratoire géotechnique (appareil de CASAGRANDE avec accessoires, moules CBR avec accessoires, dame PROCTOR, moule PROCTOR, étuve ou plaque chauffante avec bouteille de gaz, Série de tamis complète, balance électronique de précision, balance ROBERVAL de 15 Kg avec socle de poids complet, densitomètre à membrane avec accessoires, tamis de 20 mm, gamelle à bruler, 01 bac pour contrôle de dosage de gravillon (0,50x0,50), presse hydraulique) NB : il faut avoir présenté plus de 75% du matériel pour avoir OUI	10/13
13.	Matériel topographique (Station totale, Niveau de précision, Jalons, Chaîne de mesure, GPS bifréquence) NB : il faut avoir présenté tout le matériel pour avoir OUI à l'exception du tracteur à	5/5

N°	Désignation	Minimum requis
Matériel en propre		
1.	Camion-citerne à eau d'au moins 16m ³ (avec arrosage sur pression)	01
2.	Tracteur à disque	01
3.	Compacteur vibrant à bille d'au moins 12 tonnes	01
4.	Ripper ou Niveleuse équipé d'un scarificateur (illustration photo nécessaire) disque	01

Pour être pris en compte, les justificatifs à fournir pour le matériel sont les suivants :

- en cas de possession en propre : joindre les photocopies certifiées conformes des cartes grises légalisées par les services compétents du Ministère des Transports ou les photocopies certifiées conformes d'attestation de dédouanement ou connaissance pour le matériel roulant, et les photocopies certifiées conformes de factures pour les autres matériels.
- NB :** Exceptionnellement pour Tracteur à cercles, la possession en propre peut également être justifiée par la photocopie certifiée conforme de la facture d'achat. L'authenticité de ladite facture fera obligatoirement l'objet d'une vérification poussée par le comité d'analyse.
- en cas de location ou de mise à disposition : joindre obligatoirement une copie du contrat de location et les copies certifiées conformes des pièces justifiant que la partie qui loue le matériel en est propriétaire (le propriétaire d'un matériel n'est pas tenu de louer ce même matériel à plus d'un soumissionnaire dans le cadre de cette procédure). Ledit contrat établi suivant les normes juridiques, doit comporter obligatoirement : la nature et date d'effet du contrat ; l'état du matériel ; le prix de la location ; le mode de règlement des factures ; la durée et restitution du matériel ; la clause en cas de litige, etc... Les attestations établies par le MATGENIE ne seront pas acceptées dans le cadre de la présente procédure.
- au cas où le soumissionnaire s'engage à pourvoir le chantier en matériel à partir du leasing : joindre une attestation de leasing d'une société disposant du matériel concerné et les copies certifiées conformes des pièces justifiant que cette société en est propriétaire (la société propriétaire d'un matériel n'est pas tenu de céder par leasing, ce même matériel à plus d'un soumissionnaire dans le cadre de cette procédure).

NB : Toutes les pièces justificatives des matériels doivent dater de moins de trois mois à la date limite de remise des offres.

➤ Références du soumissionnaire

Le soumissionnaire devra avoir réalisé au cours des dix (10) dernières années (2013-2022), au moins un (01) marché de travaux de routes en terre (projet de construction, réhabilitation, d'entretien) intégrant la mise en œuvre d'un stabilisant chimique (Ciment, chaux, etc ...).

NB : Pour justifier chaque référence, le soumissionnaire devra joindre les première et dernière pages des marchés enregistrés, le détail quantitatif et estimatif ainsi que le procès-verbaux de réception des travaux ou attestation de bonne fin. La fiche de présentation de la référence doit indiquer l'adresse du point focal des services du Maître d'Ouvrage concerné, pour des clarifications éventuelles en cas de besoin.

VI. CRITERES D'EVALUATION ET DE SELECTION DES CANDIDATS

Après réception des offres, il sera procédé à leur évaluation conformément aux critères suivants :

VI.1 : Critères éliminatoires

- dossier administratif incomplet pour absence ou non-conformité de l'une des pièces exigées;
- fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- non justification de la possession en propre du matériel minimum constituant la liste suivante :
 - un (01) Tracteur à cercles
 - un Compacteur vibrant à bille d'au moins 12 tonnes ;
 - un (01) Camion-citerne à eau d'au moins 16m³ (avec arrosage sur pression);
 - un (01) Ripper ou Niveleuse équipé d'un scarificateur (illustration photo nécessaire).
- n'avoir pas présenté un Conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées au point V (b) ci-dessus ;

- n'avoir pas présenté au moins un (01) référence de travaux de routes en terre (entretien ou réhabilitation ou construction, intégrant la mise en œuvre des stabilisants chimiques (Ciment, chaux, etc...).
- note technique inférieure à 17 critères/22;
- utilisation d'un agent public sans justificatif de sa libération.

VI.2 : Critères essentiels

- Personnel sur 09 critères ;
- Moyen matériel sur 13 critères.

VIII - DÉPOIS DES DOSSIERS

Chaque offre, rédigée en anglais ou en français, en cinq (05) exemplaires, dont un (01) original et quatre (04) Copies marqués comme tels, devra être déposée au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 207, au plus tard, le 22 DEC 2023 à 14H00 heures, heure locale et devra porter la mention :

N° **095** AVIS DE SOLICITATION A MANIFESTATION D'INTÉRÊT
/ASMI/MINTP/SG/DGET/DPPN/2023 DU **22 NOV 2023**, POUR LA
PREQUALIFICATION DES ENTREPRISES ET/OU GROUPEMENTS D'ENTREPRISES EN VUE DE
L'IMPLEMENTATION DE LA TECHNIQUE DE « STABILISATION DES ROUTES EN TERRE », AVEC LE
CONCOURS DU PRODUIT INNOVANT ROADPACKER.

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

IX - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements complémentaires sur le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt peuvent être obtenus tous les jours et heures ouvrables au Ministère des Travaux Publics, Division de la Planification, de la Programmation et des Normes située dans l'immeuble abritant les services du MINTP au quartier Bastos, face Ambassade de Suisse ou à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210.

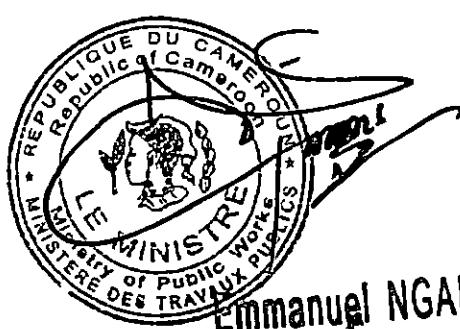
22 NOV 2023

Yaoundé, le

Le Ministre des Travaux Publics

Ampliations :

- DG/ARMP
- P/CIPM-TERI
- CHRONO
- ARCHIVES
- AFFICHAGE



Emmanuel NGANOU D.



N° 095 /ASMI/MINTP/SG/DCT/CAO/CEA2/TE/RA/2023 2023 OF 22 NOV 2023
FOR THE PRE-QUALIFICATION OF CONTRACTORS AND/OR CONSORTIUM WITH A VIEW TO
IMPLEMENTING THE "EARTH ROAD STABILISATION" TECHNIQUE, USING ROADPACKER
INNOVATIVE PRODUCT.

I - CONTEXT

Cameroon's road network is about 121,873 km long, of which 92% (111,988 km) of are earth roads that deteriorate rapidly due both to traffic and natural phenomenon, hence the issue of their sustainability. Despite the resources allocated annually to meet earth roads maintenance needs, the corresponding network remains in poor condition.

In order to improve the performance of this network while maintaining the best value for money, the government intends to implement its new strategy for sustainable maintenance of earth roads. This strategy recommends (among other things) the use of innovative road maintenance techniques and technologies, which therefore calls for the use of innovative products.

The Minister of Public Works is therefore planning to establish a shortlist of companies or consortium in the building and public works sector to implement the innovative soil stabilisation technique using RoadPacker/INNOV-ST product, as part of earth road's case in point maintenance.

II - OBJECTIVE OF THE CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST (CEOI)

The purpose of this Notice of Request for Expressions of Interest is to pre-qualify companies or consortium in the building and public works sector willing to take part in the Limited Call o Tender with a view to implementing the planned technique.

III - SCOPE OF WORKS

Overall, works to be carried out include:

- site installation;
- clearing and cleaning of the pavement right-of-way;
- Tree cutting;
- tree felling;
- cleansing of existing cross-cutting structures;
- cleansing of ditches and outlets;
- construction of drainage structures (box culverts) with heads and drainage channels (ditches);
- construction of engineering structures
- lateritic backfill (if necessary to catch up with the red line);
- strengthening the existing pavement through stabilisation using innovative products;
- construction of rain gates.

IV - ELIGIBILITY

Participation to this Request for Expression of Interest is open to all contractors or joint consortium established in Cameroon, having required administrative, technical and financial capacities, in particular:

- must have at least ten (10) years of proven experience in the maintenance and rehabilitation of earth roads;
- must have the right equipment and qualified personnel available for the work to be carried out;
- must have a financial capacity of at least 100 million CFAF to pre-finance part of the works.

Foreign contractors will be required to form consortia with national contractors, provided that the latter are legal representatives.

V - APPLICATION FILE

Tenderers willing to express their interest in providing the services described in paragraph III must submit the following documents, presented in two (2) volumes:

a) Volume 1 (Administrative documents)

Volume 1" will include the following administrative documents:

- the attestation of non-indebtedness;
- ~~the attestation of taxpayers registration;~~
- the attestation of non-bankruptcy delivered by the High Court with jurisdiction (original);
- the original of the attestation of non-exclusion from Public Contracts issued by the relevant authority.
- formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not in the list of failing companies drawn by the Ministry of Public contracts; (in the case of a joint venture, each member must provide the aforementioned declaration) ;
- a certificate of financial capacity or a line of credit of at least CFA 100,000,000, issued by a first-class bank approved by the Minister of Finance or by a recognized banking commission;
NB: An attestation bearing the following disclaimer "without guarantee on our part" or "issued without guarantee on our part" or "without liability on our part" or "without commitment on our part" or similar terms, shall not be deemed in keeping with the spirit of the certificate expected in the Call for Tender and, consequently, will lead to disqualification within the meaning of the provisions of the eliminatory criterion
- any agreement for a consortium (signed by the members of the partnership) ;
- letter of authority in the case of a consortium;

"These administrative documents shall be valid for three (3) months. Administrative documents above must be dated after the ASMI launch date in accordance with Article 90.3 of Decree 2018/366 of 20 June 2018 on the Public Contracts Code. In the case of a consortium, each of such member must produce each of the administrative documents listed above, with the exception of the documents referred to in the last three indents.

NB: The consultant shall be disqualified in the event of absence or non-validity of one of the documents mentioned below.

b) Volume 2 : Technical File

The technical file shall include the following documents:

➤ List of key experts

The consultant shall submit the list of key staff they intend to mobilise for works, including:

No.	Profile/Education	Experience and references
1	Works foreman	<p>Basic training: Civil engineer, BAC/GCE AL+3 or equivalent in line with the training requested and registered with the National Order of Civil Engineers (NOCE).</p> <p>General experience in Building and Public Works, at least 12 years</p> <p>Specific experience: within the last ten years, must have been Works foreman or Road Engineer (earthworks/pavements) for at least two (2) completed maintenance, rehabilitation or earth road construction projects, with at least involving the use of chemical stabilisers (cement, lime, etc.).</p>
2	one (1) Expert in geotechnics in charge of the site laboratory	<p>Basic training: Senior Civil Engineering Technician (Bac/GCE AL +2) or higher (> BAC/GCE AL+2 or equivalent, or university specialising in geology, geotechnics or earth sciences).</p> <p>General experience in Building and Public Works: At least 10 years in the execution of geotechnical works in the BPW sector.</p> <p>Specific experience: must have been a senior geotechnical technician or geotechnical laboratory manager on at least two (2) road maintenance, rehabilitation or construction projects.</p>

3	01 Site foreman for engineering structures or drainage works	Basic training: Civil engineer (BAC/GCE AL or equivalent, in line with the training required). General experience in Building and Public Works, at least 10 years Specific experience: must have worked as a civil engineer on at least two (2) road maintenance, rehabilitation or construction projects.
4	01 Topography Manager	Training: at least a Senior Land Surveying Technician or equivalent (BAC/GCE AL+2 or equivalent to the training required) General experience in Building and Public Works, at least 8 years Specific experience: must have worked as a Topography Official on at least two (2) road maintenance, rehabilitation or construction projects.

Please note that civil servants in active employment are not eligible. Any tender containing the resume of a civil servant will therefore be rejected.

For all above mentioned personnel, the tenderer shall provide the following documents dated less than three (3) months:

- A curriculum vitae (CV) dated and signed by the person concerned ;
- a certified true copy of the highest diploma;
- Attestation of enrolment into the National Order of Civil Engineers (NOCE).

NB: The concerned personnel shall score a zero (0) for the non-submission of one of above documents.

➤ Material resources

The contractor or consortium will provide a list of the technical and material resources to be put in place, with supporting documents, in accordance with the table below:

No	Description	Required minimum
In-house equipment		
1.	Water tanker of at least 16m ³ (with pressure sprinkler)	01
2.	Disc Tractor	01
3.	Vibrating ball compactor weighing at least 12 tonnes	01
4.	Ripper or grader fitted with a scarifier (illustration required)	01
In-house or hired equipment		
1.	Dump trucks	05
2.	Black-hoe loader	01
3.	Excavator	01
4.	Bulldozer	01
5.	Multiple wheel compactor	01
6.	Manual compactor	01
7.	Crawler excavator	01
8.	Concrete mixers >= 500 litres	01
9.	Motor pump	01
10.	Compressor	01
11.	Generator, Power≥ 150 KVA	01
12.	Geotechnical laboratory equipment (CASAGRANDE equipment with accessories, CBR moulds with accessories, PROCTOR mould, oven or heating plate with gas cylinder, complete sieve series, electronic precision scale, 15 Kg ROBERVAL scale with complete weight base, membrane densitometer with accessories, 20 mm sieve, fire can, 1 gravel dosing control plate (0.50x0.50), hydraulic press); NB: Applicants must provide more than 75% of the material to score YES	10/13
13.	Topographic equipment (Total station, Precision level, Milestones, Measuring chain, dual-frequency GPS) NB: Applicants must provide all the material to score a YES with the exception of the disc Tractor	5/5

To be taken into account, supporting documents to be provided for the equipment are as follows:

- if owned: attach certified true photocopies of vehicle registration documents authenticated by the relevant departments of the Ministry of Transport or certified true photocopies of customs clearance certificates or bills of lading for rolling stock, and certified true photocopies of invoices for other equipment.

NB: By way of exception, in the case of Tractor with stag, proof of ownership can be provided in the form of a certified true photocopy of the purchase invoice. Naturally, the authenticity of the invoice will be thoroughly checked by the analysis committee.

- If the equipment is leased or assigned: a copy of the leasing contract and certified true copies of the documents proving that the party leasing the equipment owns it must be attached (the owner and equipment must not lease the same equipment to more than one bidder under this procedure). This contract, drawn up in accordance with legal standards, must include the following: nature and effective date of the contract, condition of equipment, rental price, method of payment of invoices, duration and return of the equipment, a clause in the event of a dispute, etc. Certificates issued by MATGENIE shall be rejected under this procedure.
- If the tenderer undertakes to supply the site with leased equipment: attach a leasing certificate from a company that owns the relevant equipment and certified true copies of the documents proving that the company owns the equipment (the company that owns the equipment must not lease the same equipment to more than one tenderer under this procedure).

NB: All supporting documents for the equipment must be dated no more than three months at the tender submission deadline.

➤ Bidder's references:

The tenderer must execute over the last ten (10) years (2013-2022), at least one (1) earth road works contract (construction, rehabilitation or maintenance project) involving the use of a chemical stabiliser (cement, lime, etc.).

NB: In order to justify each reference, the tenderer must attach the first and last pages of the registered contracts, the bill of quantities as well as works acceptance report or attestation of proper completion. The reference presentation sheet must indicate the address of the focal point of the Project Owner's departments concerned, for any clarifications that may be required.

VI - CANDIDATES EVALUATION AND SELECTION CRITERIA

Tenders submitted shall be evaluated based on the following criteria:

VI.1: Eliminatory Criteria

- Incomplete administrative file in the absence of one of the elements required in the tender file;
- false declaration or falsified document;
- failure to provide proof of ownership of the minimum equipment listed below:
 - one (1) Tractor with stag
 - one vibrating ball compactor weighing at least 12 tonnes
 - one (1) Water tanker of at least 16m³ (with pressure sprinkler)
 - one (1) Ripper or grader fitted with a scarifier (illustration required)
- Absence of a works Foreman meeting the specific qualification and experience requirements set out in point V (b) above;
- Absence of at least one (1) reference for earth road works (maintenance or rehabilitation or construction, including the use of chemical stabilisers (cement, lime, etc.).
- technical score less than 70/22;
- Presence of a public service employee without proof of their release from the public service.

VI.2: Essential Criteria

- Staff on 9 criterion;
- Material resources on 13 criterion;

VIII - SUBMISSION OF FILES

Drafted in English or French and in quintuplet (5), including one (1) original and four (4) copies labelled as such, each tender shall be submitted, against a receipt, in a sealed envelope to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-story building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional

Delegation of Public Works, Room 207, no later than 22 DEC 2023 at 11:00 3 pm,
local time and shall bear the following:

No 005 "REQUEST FOR EXPRESSION OF INTEREST
/ASMI/MINTP/SG/DGET/DPPN/2023 OF 22 NOV 2023, FOR THE PRE-
QUALIFICATION OF CONTRACTORS AND/OR CONSORTIUM WITH A VIEW TO IMPLEMENTING THE
"EARTH ROAD STABILISATION" TECHNIQUE, USING ROADPACKER INNOVATIVE PRODUCT.

To be opened only at the tender evaluation session."

IX ADDITIONAL INFORMATION

Additional information on this Call for Expression of Interest may be obtained during working hours at the Ministry of Public Works, Planning, Programming and Standards Division (Technical Standardisation Unit) located in the building hosting some central services of the Ministry of Public Works in Bastos neighbourhood, opposite the Swiss Embassy or at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3 story building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210.

22 NOV 2023

Yaounde,

The Minister of Public Works



Emmanuel NGANOU D.

True copies:

- DG/PCRA
- P/CIPM-TERI
- CHRONO.
- ARCHIVES
- BILLPOSTING.